

Les Témoins de Jéhovah s'autorisent à cacher la vérité au tribunal pour protéger leur religion

REVEAL

Par Trey Bundy 23 septembre 2015

Un certain vendredi matin d'août 2015, l'un des hauts dirigeants des Témoins de Jéhovah s'est retrouvé assis devant une commission du gouvernement australien chargée d'enquêter pour savoir si l'organisation avait caché des abus sexuels d'enfants aux autorités du pays.

C'est Geoffrey Jackson en personne, l'un des sept membres du Collège Central de cette religion, qui captiva une communauté mondiale d'anciens Témoins qui ont regardé la retransmission en direct sur leurs ordinateurs personnels lorsqu'il fut publiquement "torturé" en public.

Pendant deux semaines d'audience, Jackson et d'autres membres hauts gradés de l'organisation australienne ont donné pendant des heures des témoignages sous serment, mais, une grande question demeure : Est-ce qu'au moins l'un d'eux a dit la vérité?

Depuis les années 1950, les Témoins ont prêché une doctrine permettant aux adeptes de Jéhovah de tromper quiconque si cela doit protéger l'organisation. Ils appellent cela "la guerre théocratique."

Cette politique a pris aujourd'hui une nouvelle tournure étant donné que les Témoins de Jéhovah font l'objet d'un examen sur différents continents pour savoir s'ils ont soustrait et dissimulé des pédophiles. Les principaux dirigeants sont interrogés sous serment par des juges et des enquêteurs qui cherchent à faire toute la lumière sur un scandale mondial.

Un article d'un magazine de la Watchtower de 1957 - du nom de la société mère des Témoins, la Watchtower Bible and Tract Society de New York - donne la permission aux disciples de Jéhovah de cacher la vérité aux «ennemis» de la religion. Leur religion enseignant que le monde extérieur à l'organisation est contrôlé par Satan.

"Donc, en temps de guerre spirituelle, il est bon d'induire en erreur l'ennemi en lui cachant la vérité", l'article se lit comme suit. " Aujourd'hui, les serviteurs de Dieu sont engagés dans une guerre, une guerre théocratique spirituelle, une guerre ordonnée par Dieu contre les forces spirituelles mauvaises et contre les faux enseignements."

La doctrine de la guerre théocratique enseigne qu'il faut refuser de coopérer dans les enquêtes criminelles impliquant des Témoins de Jéhovah, et que dans le cas contraire cela serait sanctionné par Dieu parce que ceux de l'extérieur n'ont pas accès à la vérité.

Bien que le terme de "guerre théocratique" apparaisse de moins en moins au fil du temps dans la littérature de la Watchtower, la direction de l'organisation enseigne toujours que le secret est une méthode déterminante pour éviter tout contrôle par des procédures judiciaires. Et il y a toutes raisons de croire que cela est toujours en pratique.

Depuis 25 ans, les politiques de la Watchtower ont donné aux anciens de toutes les congrégations américaines l'instruction de cacher les cas d'abus sexuels d'enfants à tous les organismes d'état chargés de l'application des lois ainsi qu'aux membres de leurs propres congrégations.

Reveal a regardé plus d'une douzaine de procès et a recueilli des preuves suggérant que les dirigeants des Témoins de Jéhovah ont soit menti sous serment, soit refusé de coopérer avec les autorités laïques pour faire la chasse aux agresseurs. Dans certains cas, ceux qui étaient anciens ont même conservé leur pouvoir dans leurs congrégations locales.

"Ces trois frères ont menti au tribunal sur ce point, et bien plus encore"

Trois Témoins de Jéhovah anciens ont menti sous serment quant à leur rôle qui a permis à un pédophile connu de continuer d'abuser des enfants, conformément à un autre ancien qui a déclaré avoir eu connaissance des événements.

Dans un procès de 2011, Michael Clarke, Gary Abrahamson et Larry Lamerdin, anciens de la congrégation des Témoins de Jéhovah de North Frémont, ont défendu cette position pour répondre à des questions qui leur demandaient pourquoi ils n'avaient pas signalé à la police ce que l'un de leurs membres, Jonathan Kendrick, avait avoué, c'est à dire avoir abusé sexuellement de sa belle-fille.

Clarke et Abrahamson ont témoigné qu'ils avaient réuni tous les anciens de la congrégation et qu'ils leur avaient donné l'ordre de surveiller étroitement Kendrick pour s'assurer qu'il n'avait pas abusé de plusieurs enfants.

Mais dans une série de lettres de 2013 des dirigeants des Témoins de Jéhovah, un ancien Rod Francis, qui était dans les années 1990 un ancien de la congrégation de North Frémont lorsque l'agression a eu lieu, a accusé les trois autres anciens de mentir sous serment.

"Aucun des autres anciens, y compris moi-même étaient au courant qu'un prédateur sexuel d'enfant était parmi nous, alors que le délinquant était dans mon étude d'un livre," écrit-il. "Pour cette raison la congrégation et nos propres familles furent incapables de se protéger correctement, et nous connaissons les résultats catastrophiques qui en ont découlé pour d'autres jeunes filles et pour ma propre famille. Ces trois frères ont menti au tribunal à ce sujet et sur bien d'autres. "

Francis a refusé de faire des commentaires sur cette histoire. Reveal a obtenu ses lettres par un tiers.

Clarke, Abrahamson et Lamerdin n'ont pas souhaité faire de commentaires.

Ce procès de 2011 a été intenté contre la Watchtower par Candace Conti, qui a affirmé que les Témoins auraient pu empêcher qu'elle soit agressée par Kendrick dans les années 1990 si la congrégation avait été avertie qu'il avait déjà agressé un enfant. Le tribunal a accordé à Conti 28 millions \$ de dommages et intérêts, ce chiffre a été par la suite réduit à un montant non divulgué.

Kendrick a avoué avoir agressé sexuellement deux jeunes filles, mais a nié avoir abusé de Conti. Il n'a jamais été poursuivi pénalement pour ses crimes présumés contre elle et reste pourtant un Témoin de Jéhovah de réputation.

Pourquoi un juge a-t-il qualifié les omissions de la Watchtower de "répréhensibles"

L'année dernière, dans un autre procès qui a eu lieu en Californie contre les Témoins, l'un des principaux dirigeants de l'organisation, directeur et membre du Collège Central, Gerrit Lösch, a refusé de témoigner.

Pour ce cas, un tribunal de San Diego considéra les allégations selon lesquelles un ancien nommé Gonzalo Campos aurait agressé sexuellement un garçon Témoin de Jéhovah, nommé José Lopez dans les années 1980.

L'avocat de Lopez, Irwin Zalkin, demanda que la Watchtower apporte pour preuve les documents qu'elle détenait et qui regroupaient tous les noms des agresseurs sexuels d'enfants connus et présumés dans ses congrégations américaines pendant 17 ans. La Watchtower reconnut que les documents existaient bien, mais a refusé de les remettre.

Zalkin a également, cité à comparaître pour être entendu comme témoin, Lösch sur le rôle du Collège Central dans la mise en œuvre des politiques concernant les abus sexuels d'enfants. Le 5 février 2014, Lösch a présenté une déclaration sous serment expliquant pourquoi il ne devrait pas avoir à témoigner.

"Je ne suis pas, et n'ai jamais été, un membre de la société, un administrateur, un gestionnaire, membre ou un employé de la Watchtower", a écrit Lösch. "Je ne dirige pas, et n'ai jamais dirigé les activités de la Watchtower à aucun moment. Je ne dépends pas de la Watchtower. Je n'ai pas, et je n'ai jamais eu aucune autorité à titre personnel pour faire ou déterminer la politique générale de la Watchtower ou d'un département de la Watchtower. "

Bien que Lösch prétende qu'il n'a de pouvoir sur aucun département de la Watchtower, les documents internes de la Watchtower montrent, qu'en tant que membre du Collège Central, il a supervisé l'un des deux départements de la Watchtower qui traitent des allégations d'abus des enfants, au moins jusqu'en 2014.

La déclaration de Lösch contredit également directement le témoignage des responsables de la Watchtower dans lequel ils indiquent que le Collège Central supervise et approuve toutes les politiques de la Watchtower, y compris celles relatives à la maltraitance des enfants.

Allen Shuster, un haut responsable de la Watchtower, a confirmé cela au cours de son témoignage dans l'affaire Candace Conti, lorsque l'avocat de Conti lui a demandé si les politiques d'abus d'enfants étaient élaborées par le Collège Central. Il a répondu, "Voilà une déclaration exacte, oui."

Shuster a poursuivi: "A un niveau élevé, c'est le Collège Central qui établit et considère les politiques."

La juge de la Cour supérieure de San Diego Joan Lewis, qui a entendu l'affaire José Lopez, a rejeté la défense de la Watchtower pour avoir refusé de se conformer aux ordonnances de la Cour.

"Les actions ou les omissions de la Watchtower ont été"répréhensibles", "écrit-elle dans sa décision".

Elle a également rejeté la déclaration de Lösch qui prétendait, qu'en tant que membre du Collège Central, il n'avait aucun pouvoir sur la Watchtower.

"L'octroi de dommages et intérêts punitifs contre eux, nous l'espérons enverra le message à la Watchtower et à ses représentants, le Collège Central des Témoins de Jéhovah, que leur façon de traiter les cas d'abus sexuels au sein de leurs congrégations est absolument irresponsable" a-t-elle écrit.

Lewis attribua 13,5 millions \$ a Lopez

Les Témoins de Jéhovah sont également confrontés à la pression extérieure aux États-Unis. Ce jour, l'enquête gouvernementale sur la politique de la maltraitance des enfants en Australie par la Watchtower a été la plus radicale de toute. Avant les audiences, les enquêteurs avaient découvert 1.006 allégations d'abus sexuels sur des enfants Témoins de Jéhovah depuis 1950 en Australie. Aucune n'a jamais été signalée à la police.

Toutes les demandes faites pour interviewer Geoffrey Jackson ainsi que d'autres responsables de la Watchtower ont été refusées.

La commission n'a pas le pouvoir d'arrêter et de poursuivre les auteurs, mais elle a soumis certains cas aux autorités pénales et prévoit de faire des recommandations au gouvernement.

Durant les audiences, on a [demandé](#) , au chef du département juridique de la Watchtower en Australie, Vincent Toole, s'il était au courant de la doctrine de la guerre théocratique.

"Eh bien, j'ai déjà entendu l'expression," a-t-il dit, "mais je ne suis pas vraiment sûr de ce que cela signifie."

Il a ensuite demandé si les Témoins étaient autorisés à mentir pour protéger le nom de Jéhovah.

"Nous sommes honnêtes", a-t-il dit. "Pour être un chrétien, vous devez être honnête."

Cette histoire a été éditée par Andrew Donohue et la copie par Sheela Kamath.

Trey Bundy peut être joint à : tbundy@cionline.org Suivez-le sur Twitter : @TreyBundy.

<https://www.revealnews.org/article/jehovahs-witnesses-can-hide-the-truth-in-court-to-protect-religion/>